

**Session du 12 décembre 2016**

**Débat d'orientation budgétaire 2017**

**Intervention Grégory BLANC**

Monsieur le Président, Cher-e-s collègues,

Ça va un peu mieux. Nous inscrivons ce débat d'orientation budgétaire dans un contexte économique où, oui, ça va un peu mieux.

- Partout, le nombre d'allocataires RSA baisse. Dans certains départements plus fortement que d'autres, comme c'est le cas en Loire-Atlantique, en Charente, dans les Alpes-Maritimes.
- Partout, les droits de mutation se relève depuis 2 ans, lié au redémarrage du secteur de la construction. Nous nous inscrivons aujourd'hui dans la norme en période longue, sans toutefois atteindre les pics des années 2003-2008.
- L'activité industrielle et tertiaire elle aussi se redresse, et avec elle la CVAE pour nos collectivités.

**Ça va donc mieux. Mais pour notre Conseil départemental, ça reste compliqué. Et oui, il faut solder le passif.** Vous annoncez même une nouvelle hausse d'impôt 2 à 3 fois supérieure à celle d'il y a 2 ans, un peu inférieure à celle de l'an passé.

Mais rendez-vous compte :

- En 2014, les rentrées de taxe foncière : 136,73 M€
- En 2015 : 143,56 M€ avec une hausse de 1,8 % des taux
- En 2016 : 154, 9 M€ avec une hausse de 5,8 % des taux

**Soit, de 2014 à 2016, pour la taxe foncière, une hausse de la pression fiscale sur le contribuable de 13,28%.** Et vous annoncez encore une hausse pour 2017, proche de 5%. Au final, on se rapproche petit à petit des 20% que j'annonçais, ici, il y a quelque temps et pour laquelle votre majorité expliquait que je racontais n'importe quoi, que notre analyse était complètement fantaisiste, etc etc

Là aussi, il serait pourtant utile que nous puissions davantage travailler ensemble, que vous écoutiez davantage nos suggestions. Cela permettrait sans aucun doute à notre collectivité d'être plus efficace.

Rappelons-le, comme le soulignait l'édition du dimanche d'un quotidien local le 4 septembre dernier, nous sommes le département qui a le taux de taxe foncière le plus élevé de tous les départements de l'Ouest.

**Pas un département de Bretagne, pas un département des Pays de la Loire n'a un taux de taxe foncière plus élevé. A côté, notre ratio de désendettement est le plus dégradé de l'Ouest. Pire : ce sera durable puisque notre dette est très jeune. Et une nouvelle hausse d'impôt de près de 5% en 2017 pour solder le passif et pour investir.**

Alors, comme c'est difficile de dire la vérité, vous cherchez à maquiller cela en rejetant la faute sur les autres.

- **Sur le RSA.** Alors que le RSA baisse, vous décidez de maintenir l'enveloppe. Mais, si l'enveloppe ne baisse pas, pourquoi avoir commis cet étonnant rapport de 12 pages pour soit disant agir contre la fraude ? Soyez ambitieux ! Nous, nous voulons agir pour une enveloppe à la baisse.
- **Sur les dotations.** Pourquoi les autres arrivent-ils à encaisser ces baisses de dotations et pas nous ? La réponse est simple : nous avons en Maine-et-Loire ce lourd passif à solder. CQFD.
  - o Des bases faibles liées aux choix des années 80-90. Vous devez vous souvenir de cette politique conservatrice, celle où le Département investissait dans les châteaux plutôt que dans les zones économiques,
  - o Mais aussi le maintien incompréhensible d'un faible taux de TP, dont nous payons les conséquences depuis la réforme Laffineur de la Taxe professionnelle,
  - o Puis la dette, qui explose sous votre prédécesseur, depuis 2004, et dont le remboursement avale depuis 3 ans la quasi-totalité de nos marges.

En vérité, s'il y a des craintes qui doivent inviter à la grande précaution,

- c'est d'une part celles liés à la situation internationale, aux décisions américaines, russes, à la remontée des taux, à l'éclatement possible de l'Europe,
- c'est d'autre part celles liés à une éventuelle victoire en Mai prochain du candidat conservateur que vous soutenez et de la mise en place de son programme, qui demande aux collectivités un effort 2 fois supérieur à celui que nous avons connu ces 3 dernières années, et vis-à-vis duquel vous ne cessez de pousser des cris d'orfraies.

Nous, Monsieur le Président, cher-e-s collègues, nous sommes optimistes. Nous croyons qu'il faut réduire le volume des dépenses RSA, recentrer encore nos budgets sur notre cœur de métier, et s'il faut augmenter les impôts pour investir et solder le passif, alors dire clairement pourquoi. En l'espèce, force est d'admettre que vos documents manquent pour le moins de clarté.

Nous attendons donc un travail plus précis, pour lequel, si vous souhaitez nous y associer, nous répondrons présents.